

Dijon, le 30/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAS Produits Routiers Bitume PRB**

rue de Barive  
Zone Industrielle de la Planchotte  
21230 ARNAY LE DUC

Références : 0005426102/2022-195

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2022 dans l'établissement SAS Produits Routiers Bitume PRB implanté rue de Barive Zone Industrielle de la Planchotte 21230 ARNAY LE DUC. L'inspection a été annoncée le 02/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à incendie survenu le 8 décembre 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS Produits Routiers Bitume PRB
- rue de Barive Zone Industrielle de la Planchotte 21230 ARNAY LE DUC
- Code AIOT dans GUN : 0005426102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site de Produits Routiers Bitume, dit PR Bitume, a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 15 janvier 2016 pour l'activité principale soumise à autorisation des installations classées 4801 "Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses".

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi des non-conformités et demandes de compléments de l'inspection du 19 novembre 2020 non soldées ;
- rejet air ;
- risque accidentel – mesures de protection incendie, dispositif de confinement et

surveillance de l'installation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejet Air	Arrêté Préfectoral du 28/05/2021, article 3.2	/	Sans objet
Prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 28/05/2021, article 3.1	/	Sans objet
Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 2.1	/	Sans objet
Disposition constructive	Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.2.3	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 2.7	/	Sans objet
Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 2.9	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.2.4	/	Sans objet
Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.5.3	/	Sans objet
Matériel électrique de sécurité	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 4.4	/	Sans objet
Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.3.4	/	Sans objet
Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.4.2.V	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejet Air	Arrêté Préfectoral du 28/05/2021, article 3.3	/	Sans objet
Accessibilité	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 2.5	/	Sans objet
Ventilation	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 2.6	/	Sans objet
Mise à la terre des équipements	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 2.8	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aménagement et organisation du stockage	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 2.11	/	Sans objet
Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 3.1	/	Sans objet
Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 4.2	/	Sans objet
Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 4.3	/	Sans objet
Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 4.7	/	Sans objet
Events et parois soufflables	Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.3.5	/	Sans objet
Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.4.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets air du site sont à surveiller compte tenu des VLE applicables depuis le 28 mai 2021.  
La conformité aux nouvelles VLE devra être démontrée.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Rejet Air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2021, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2016 est remplacé par :</p> <p>« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides,</li> <li>• à une teneur en O<sub>2</sub> de référence à 17 %. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</li> </ul> <p>Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <p>Conduit n°1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poussières : Concentration <math>\leq 40</math> mg/Nm<sup>3</sup>, Flux <math>\leq 4,25</math> kg/h ;</li> <li>- COVNM : Flux <math>\leq 50</math> g/h ;</li> <li>- HAP totaux : Concentration <math>\leq 0,1</math> mg/Nm<sup>3</sup> ; Flux <math>\leq 60</math> g/h ;</li> <li>- COV Annexe III* : Flux <math>\leq 1</math> g/h ;</li> <li>- COV H341 ou H351 (CMR) : Flux <math>\leq 1</math> g/h ;</li> <li>- SO<sub>2</sub> (code CAS 7446-09-05) : Concentration <math>\leq 12</math> mg/Nm<sup>3</sup>, Flux <math>\leq 54</math> g/h ;</li> <li>- H<sub>2</sub>S – sulfure d'hydrogène (code CAS 7783-06-04) : Concentration <math>\leq 3,93</math> mg/Nm<sup>3</sup>, Flux <math>\leq 17</math> g/h ;</li> <li>- NO<sub>x</sub> en éq NO<sub>2</sub> (code CAS 10102-44-0) : Concentration <math>\leq 17</math> mg/Nm<sup>3</sup>, Flux <math>\leq 71</math> g/h ;</li> <li>- Benzène (code CAS 71-43-2) : Concentration <math>\leq 0,5</math> mg/Nm<sup>3</sup>, Flux <math>\leq 2,1</math> g/h ;</li> <li>- Naphtalène (code CAS 91-20-3) : Concentration <math>\leq 0,4</math> mg/Nm<sup>3</sup>, Flux <math>\leq 1,8</math> g/h ;</li> <li>- Ethylbenzène (code CAS 100-41-4) : Concentration <math>\leq 3,28</math> mg/Nm<sup>3</sup>, Flux <math>\leq 13,86</math> g/h ;</li> <li>- Acétaldéhyde (code CAS 75-07-0) : Concentration <math>\leq 0,1</math> mg/Nm<sup>3</sup>, Flux <math>\leq 420</math> mg/h ;</li> <li>- Acétone (code CAS 67-64-1) : Concentration <math>\leq 4,9</math> µg/Nm<sup>3</sup>, Flux <math>\leq 21</math> mg/h ;</li> </ul> <p>* COV identifiés dans l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b> Le rapport de l'APAVE n°12221477-001-1 Version 1 du 06/09/2021 a été remis à l'inspection.</p> <p>Ce rapport fait état de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'absence de non conformité aux valeurs limites réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral du 15/06/2016 excepté pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la vitesse au débouché (vitesse insuffisante : à 6.8 m/s pour 13 m/s demandée);</li> <li>- Concentration en Benzène : 445 µg/m<sup>3</sup> pour une VLE de 60 µg/m<sup>3</sup></li> <li>- concentration en Hydrocarbures C6-C12 : 66 413 µg/m<sup>3</sup> pour une VLE de 2900 µg/m<sup>3</sup>.</li> </ul> </li> <li>- non-conformité aux valeurs limites réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire (APc) du 28/05/2021 sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la vitesse au débouché (vitesse insuffisante : à 6.8 m/s pour 8 m/s demandée) ;</li> <li>- COVNM : flux de 0.17 kg/h pour 0.05 kg/h demandé ;</li> <li>- Naphtalène : pour une concentration de 555 µg/m<sup>3</sup> (VLE de 400 µg/m<sup>3</sup>) et en flux 2.1 g/h pour une VLE de 1,8 g/h ;</li> <li>- Acétaldéhyde : pour une concentration de 486 µg/m<sup>3</sup> (VLE de 100 µg/m<sup>3</sup>) et en flux 1,69 g/h pour une VLE de 0.42 g/h ;</li> <li>- COV Annexe III* : 7,0677 g/h pour une VLE de 1 g/h ;</li> <li>- COV H341 ou H351 (CMR) : 4,2591 g/h pour une VLE de 1 g/h ;</li> </ul> </li> </ul> <p>N'ont pas été mesurés les paramètres suivants : Acétone (code CAS 67-64-1).</p> <p>Les mesures ont été faites le 28/04/2021.</p> <p>Les niveaux de rejet de l'APc du 28/05/21 n'étaient donc pas applicables au moment de la mesure. Cependant, il apparaît que les installations sont susceptibles de présenter des non-conformités sur de nombreux paramètres au regard des valeurs limites désormais applicables.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la prochaine campagne de mesures était prévue courant avril 2022.</p> <p>Demande de compléments n°1 : L'exploitant transmettra les résultats commentés de ces mesures à</p>

l'inspection au plus tard le 29 juillet 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Rejet Air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2021, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Fréquence de l'autosurveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poussières : Annuelle ;</li> <li>- COVM : Annuelle ;</li> <li>- HAP totaux : Annuelle ;</li> <li>- COV Annexe III* : Triennale ;</li> <li>- COV H341 ou H351 (CMR) : Triennale ;</li> <li>- SO2 (code CAS 7446-09-05) : Annuelle ;</li> <li>- H2S – sulfure d'hydrogène (code CAS 7783-06-04) : Annuelle ;</li> <li>- NOx en éq NO2 (code CAS 10102-44-0) : Annuelle ;</li> <li>- Benzène (code CAS 71-43-2) : Annuelle ;</li> <li>- Naphtalène (code CAS 91-20-3) : Annuelle ;</li> <li>- Ethylbenzène (code CAS 100-41-4) : Annuelle ;</li> <li>- Acétaldéhyde (code CAS 75-07-0) : Annuelle ;</li> <li>- Acétone (code CAS 67-64-1) : Annuelle ;</li> <li>- Xylène totaux : Annuelle.</li> </ul> <p>Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre. »</p> <p>Par ailleurs, l'article 10.2.1.2 est abrogé.</p>
<b>Constats :</b> La campagne de mesure 2021 a été réalisée le 28 avril et pour l'année 2022, l'exploitant a indiqué que la campagne était également prévue en avril. La fréquence annuelle des paramètres de mesure est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2021, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions générales de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> N° de conduit : 1 Installations raccordées : Collecte événements des cuves bitumes Hauteur minimale : 12 m Diamètre : 0,45 m Débit nominal : 4500 Nm <sup>3</sup> /h Vitesse minimale d'éjection : 8 m/s Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.
<b>Constats :</b> <u>Non-conformité n°1 :</u> Le rapport de l'APAVE n°12221477-001-1 du 06/09/2021 donne une mesure de vitesse au débouché de 6,8 m/s, ce point est donc non conforme par rapport à l'AP d'autorisation du 15/06/2016 (VME à 13 m/s) et à l'APc du 28/05/2021 (VME à 8 m/s). Les caractéristiques de la cheminée du conduit 1 ne sont pas précisées outre le diamètre qui est bien de 0.45 m (hauteur et débit nominal non précisés). Demande de compléments n°2 : l'exploitant précisera les caractéristiques du point de rejet (hauteur et débit nominal dans le rapport à venir de la campagne de mesures de 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, Annexe I Article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'implantation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins l'une des conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage,</li><li>- elle est séparée des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant, le cas échéant, d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</li></ul> Dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à une nouvelle déclaration (art. 31 du décret du 21 septembre 1977), la distance précitée peut être inférieure à 10 mètres sous réserve que l'installation respecte les deux conditions mentionnées ci-dessus simultanément.
<b>Constats :</b> Le site respecte les 15 m par rapport aux limites de propriété. L'exploitant a fourni le plan des installations à l'inspection le jour de l'inspection.
<b>Observations :</b> Suite à l'incendie du 8 décembre 2021, l'exploitant a fait réaliser des murs coupe feu entre les réchauffeur et les armoires électriques existantes à proximité (mur de parpaing). L'exploitant a transmis à l'inspection la fiche de notification d'accident (dit fiche Barpi) et une fiche d'analyse du retour d'expérience interne (doc REX-MS-BTM-2021-002) de cet incendie à l'inspection. L'origine de l'incident identifié est : la sonde du réchauffeur a indiqué une température supérieure au seuil d'alerte sans que l'alerte se soit déclenchée. La sonde fonctionnait correctement (elle a été vérifiée). Un départ de feu s'est produit au niveau du calorifuge de l'un des deux réchauffeurs du site. Le feu s'est ensuite propagé le long des chemins du câble électrique. Les armoires électriques les plus proches ont été endommagées du fait de l'élévation de température (fonte des composants) sans que le feu ne s'y déclare. Les causes fondamentales identifiées dans l'analyse de l'exploitant sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- Le contacteur est resté bloqué mécaniquement en position fermé (défaut de serrage des fils électriques possible).</li><li>- Tous les contacteurs sont à l'état de repos sur la supervision.</li><li>- Absence de coupure automatique sur le disjoncteur du réchauffeur après température d'alerte atteinte.</li><li>- Absence d'alarme sonore indiquant une température dépassant le seuil d'alerte (Température &gt; 250°C).</li></ul> Actions correctives : <ul style="list-style-type: none"><li>- Remplacement des contacteurs actuels (pour les deux réchauffeurs) par des thyristors (moins de sollicitation des contacteurs mécanique, plus forte régulation dynamique en puissance modulant)</li><li>- Ajout d'une alerte sonore pour toute température supérieure à 220°C</li><li>- Mise en place d'une coupure sur le sectionneur du réchauffeur et en deuxième barrière sur l'armoire électrique.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### Nom du point de contrôle : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, Annexe I Article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins le demi-périmètre, par une voie-engin d'au moins 4 mètres* de largeur et 3,5 mètres de hauteur libre ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.  *Article modifié par l'article 4 de l'Apc n°796 du 28/05/2021 : « l'article 2.5 de l'annexe 1 est modifié comme suit : «la voie-engin a une largeur de 3m. »
<b>Constats :</b> Le plan du site où figurent les voies de circulation notamment incendie (la voie gravillonnée a été élargie à 4m dans les années 2019 lors des travaux d'agrandissement du site) a été vu par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Ventilation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, Annexe I Article 2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ventilation
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
<b>Constats :</b> Pas de zone atex sur le site excepté sur le maturateur (l'équipement est en extérieur).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Disposition constructive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie, Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande).</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF \$ 61-932, version décembre 2008.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande, Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture)</li><li>— fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération.</li><li>— la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige,</li><li>— classe de température ambiante T(00).</li><li>— classe d'exposition à la chaleur B300.</li></ul> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>
<b>Constats :</b> Trappes de désenfumage : l'exploitant a transmis le plan des toitures du bâtiment mais les trappes de désenfumage n'y apparaissent pas clairement et les spécificités des trappes (dimension, dispositif de commande, normes) n'ont pas été présentées à l'inspection.
- Demande de compléments n°3 : L'exploitant transmettra à l'inspection les plans du bâtiment avec la localisation des trappes de désenfumage, les spécifications du type de trappe posé ainsi que la note de dimensionnement attestant que le dispositif de désenfumage est conforme à l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 15/01/2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, Annexe I article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.
<b>Constats :</b> Demande de complément n°4 : L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de contrôle de l'installation électrique du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Mise à la terre des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, etc.) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.
<b>Constats :</b> Les équipements métalliques présents sur site sont les cuves de bitumes, l'ensemble des cuves a été vu lors de l'inspection, ces dernières sont connectées à la terre. Demande de complément n°5 : L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport électrique attestant de la conformité des terres sur les équipements métalliques du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rétention des aires et locaux de travail**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, annexe I article 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des aires et locaux de travail
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. D'autre part, des mesures sont prises afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau, en cas d'écoulement de matières dangereuses du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction d'incendie. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7 et au titre 7.
<b>Constats :</b> Le site présente : <ul style="list-style-type: none"><li>- au niveau de cuves de bitume : les cuves (silo de produits bitumineux) sont dans un bac de rétention ;</li><li>- au niveau de la zone de "chargement" des camions en bitume et voiries associées : l'ensemble de la zone est sur revêtement étanche raccordé au bassin de rétention ;</li><li>- Le site présente un bassin de rétention de 420 m3 isolable en sortie avant rejet en fossé naturel par une vanne signalée par un affichage sur place ;</li><li>- les eaux pluviales de voiries hors zone de chargement sont recueillies par un réseau raccordé à un séparateur à hydrocarbure et un bassin de 80 m3 (capacité de rétention en cas de déversement accidentel d'un camion) isolable du milieu récepteur par obturateur manuel.</li></ul> La zone interceptée reprend la zone de silo de produits bitumineux et locaux (hors toiture qui sont rejetés directement).  Seules les descentes des eaux de toiture du bâtiment sont rejetées directement dans des fossés naturels.  Demande de compléments n°6 : L'exploitant justifiera du dimensionnement du bassin de rétention des eaux pluviales pouvant servir de rétention accidentelle et rétention des eaux d'extinction. L'exploitant précisera la gestion des eaux potentiellement souillées au niveau du bâtiment (non indiquée sur le plan des réseaux transmis à l'inspection le jour de l'inspection).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Aménagement et organisation du stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, annexe I article 2.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement et organisation du stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> En fonction du risque, le stockage pourra être divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. Les polymères à l'état de substances ou préparations inflammables doivent être stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 mètres des autres produits stockés. De même, les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 3 mètres. La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.
<b>Constats :</b> Le site présente des silos de produits bitumineux en extérieur et un stockage en big-bag ou sac dans le bâtiment. La distance entre les zones de stockage est de 3,5 m pour les silos et dans les locaux ce sont des lignes de big-bag. La surface de stockage est bien inférieure à 2/3 de la surface disponible. Le passage libre de 2 m est respecté entre les îlots de produits en big-bag. L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de produits susceptibles de réagir ensemble dangereusement. Le stockage est de 3 m maximum (3 IBC maximum empilé en hauteur), la hauteur de stockage n'excède pas 8 m. La hauteur entre le stockage et le toit est de l'ordre de 10 m. L'espace de 1 m entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme est respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Surveillance de l'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, annexe I article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
<b>Constats :</b> Le site ne présente pas de personnel présent en permanence. Les équipes sont présentes en 2x8 et hors heures ouvrées, les alarmes sont reportées sur le portable du directeur du site et le propriétaire de l'usine. Les agents sont alors contactés par le directeur du site, ces derniers habitant sur Arnay peuvent être présents rapidement sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de secours contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre,- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,</li><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,</li><li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,</li><li>- d'un système interne d'alerte incendie,- de robinets d'incendie armés,</li><li>- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.</li></ul> <p>L'installation peut également comporter un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Les robinets d'incendie armés (RIA) sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.</p> <p>Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.</p>
<p><b>Constats : Moyens incendie :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Deux poteaux incendies (PI) et un 3eme en sortie</li></ul> <p>Rapport de contrôle du 10/02/2021 PI 1 et PI2 qui sont non-conformes car le débit est de 44 m3/h, pour compenser cela, l'exploitant a rajouté un troisième PI en février 2021 qui est à 87 m3/h pour 5,6bars.</p> <p>Demande de compléments n°7 :</p> <p>L'exploitant vérifiera avec les pompiers que ce seul poteau peut couvrir l'ensemble du site. L'inspection sera tenu informée des échanges avec le SDIS.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Extincteurs : Le rapport vu lors de l'inspection n°15320256 du 16/12/2021 présente le contrôle de 12 appareils (contrôlés en bon état - 8 ext portable PA+ 3 ext port PP + 1 ext sur roue PA) et le rapport n°15039795 du 17/12/21 et du 10/01/2021 présente le contrôle de 28 appareils en supplément de ceux évoqués précédemment (21 ext port PA + 5 ext port PP +1 roue PA + 1douche). Suite à l'incendie du 8 décembre 2021, l'exploitant a procédé au rajout d'extincteurs le 18 mars 2022 (6 ext sur roues sur l'extérieur + 5 ext portable).</li><li>- la centrale incendie centralise les alarmes des capteurs de fumées dans le bâtiment et sur les 4 armoires électriques extérieures (à proximité des réchauffeurs) et sur la grande salle électrique.</li><li>- pas de sprinklage</li><li>- pas de RIA sur le site (y compris dans le hangar de stockage)</li></ul> <p>Une signalétique indique que les zones à ne pas arroser (affichées à l'entrée du site).</p> <p>Une visite est faite annuellement avec les pompiers et le site est utilisé par les pompiers pour leurs exercices (2 à 3 fois par an).</p> <p>Le site ne présente pas de document ETARE.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Formation à la manipulation des extincteurs faite le 17 décembre 2021 :</li></ul> <p>Les nouveaux arrivants (dont les intérimaires) ont une procédure et formation aux risques du site. Le registre des formations est tenu à la disposition de l'inspection sur site. Par sondage, il a été vu la fiche de formation de Mr Furhmann faite le 01/03/22.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.11 ;</li> <li>- de 2 poteaux incendie d'un réseau privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure chacun (soit 120 m<sup>3</sup>/h cumulés) pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum. Une borne incendie supplémentaire est disponible sur le domaine public située à 10 mètre de la limite de propriété de l'exploitation.</li> <li>- À défaut, une réserve d'eau d'au moins 180 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 90 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte (dans le bâtiment de production et le bâtiment administratif), sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques (au niveau de la zone de dépotage/empotage), à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. La liste des extincteurs, leur type et capacité et le plan de localisation sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</li> <li>- un stockage d'émulseur AFFF à 3 % (ou équivalent) d'une tonne situé à proximité des bornes incendie du site.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p><b>Constats :</b> Le site présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une centrale incendie avec report d'alarme sur directeur et propriétaire du site</li> <li>- le plan est présent</li> <li>- PI cf.constat sur les moyens incendies.</li> </ul> <p>La mesure de débit en simultané est planifiée par l'exploitant le lundi 04/04/2022.</p> <p>Demande de compléments n°8 : L'exploitant transmettra le rapport de cette mesure dès réception à l'inspection (la demande de complément n°1 de l'inspection du 19 et 20/11/2020 n'est pas levée à ce jour).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La fiche technique de l'émulseur FILMOPOL 3 a été vue le jour de l'inspection, elle précise que la durée de validité du produit est garantie 10 ans. La demande de compléments n°2 de l'inspection du 20/11/2020 peut être levée.</li> </ul> <p>Le volume d'émulsion sur place est de 1 T soit 1 m<sup>3</sup> d'émulsion.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extincteurs : cf. constat sur les moyens incendies :</li> <li>- l'exploitant ne dispose pas d'une liste récapitulative de tous ses extincteurs mais d'un plan qui indique le type d'extincteur, cependant la capacité des extincteurs n'est pas précisée. Ces plans seront à mettre à jour suite aux rajouts des extincteurs en mars 2022 (2 APC par armoire élect + 1 roue de 50 kg par armoire élec).</li> <li>- Tuyau : à 140 ° pour le bitume ils sont inspectés visuellement uniquement mais l'exploitant n'est</li> </ul>

pas en mesure d'indiquer la périodicité de ces contrôles. L'exploitant justifie ceci par le fait que le produit transporté étant du bitume, c'est visqueux, donc les fuites sont aisément repérées. Les tuyaux sont accessibles (tous en aérien).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Vérification périodique et maintenance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.  Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b> - Pas de porte coupe feu sur le site  - pas de colonne sèche sur site  - vérification des armoires électriques : rapport vu sur site, rapport VERITAS n°8196374/2.5.1.R du 31/05/21 - certaines actions n'ont pas été faites, ceci est dû au fait que le site a fait plusieurs modifications suites à l'incident de décembre 2021, le rapport sera donc mis à jour lors du prochain contrôle prévu en juillet 2022.  Demande de compléments n°9 : Le nouveau rapport sera à transmettre à l'inspection.  - planning de maintenance sur site existant qui liste toutes les maintenances faites sur le site.</p>
<p><b>Observations :</b> Suite à l'incident : l'exploitant a installé un mur coupe-feu (parpaing) derrière les armoires électriques, ils ont mis des détecteurs incendies dans les armoires incendies, une alarme sonore et visuelle sur la supervision si T°bitume &gt; 200 °C, une coupure des armoires électriques si la température du bitume est supérieure à 350°C , un dispositif coup de point au niveau du poste de commande qui stoppe l'alimentation électrique du site et enfin une téléalarme sur la télésurveillance (alerte le directeur du site).  Pour mémoire, origine de l'incendie : un contacteur est resté mécaniquement bloqué induisant une montée en température du bitume, il a ainsi débordé par les soupapes et coulé sur des câbles électriques, enflammant ces derniers qui ont alors propagé le feu à l'armoire la plus proche.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### Nom du point de contrôle : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les aires de stockage font partie de ce recensement.
<b>Constats :</b> Il a été vu sur site par l'inspection, un plan des risques précisant le type de risque par zone. Demande de compléments n°10 : L'exploitant complètera le plan par les capacités maximales pouvant être présentes sur le site et le type de produit.  Sur les cuves, les pictogrammes des produits, les étiquettes avec l'affichage CLP réglementaire doivent être ajoutés.  L'état des stocks a été montré par l'exploitant le jour de l'inspection (tableau précisant le code SAP, le type de stockage : sac, etc)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Matériel électrique de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel électrique de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation visées au point 4.3 "atmosphères explosives", les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.
<b>Constats :</b> Cf. constat précédent (une seule zone atex recensée sur le site).  Demande de complément n°11 : l'exploitant transmettra le rapport du diagnostic atex du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 "incendie et atmosphères explosives",</li><li>- l'obligation du permis de travail pour les parties de l'installation visées au point 4.3,</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7,</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'affichage des consignes de sécurité et numéro d'urgence est présent dans le local du poste de contrôle du site (tout est centralisé sur le poste de contrôle).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance HS. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
<b>Constats :</b> Non-conformité n°2 : L'exploitant ne procède pas à ce jour au contrôle de ses détecteurs de fumée et de la centrale. L'exploitant va se renseigner sur la procédure à suivre pour réaliser ces vérifications. La centrale incendie n'est pas contrôlée non plus.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Events et parois soufflables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Events et parois soufflables
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements ou parois soufflables dimensionnées selon les normes en vigueur. Ces événements ou parois soufflables sont disposé(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.
<b>Constats :</b> Le site ne présente pas d'événement et de parois soufflables. Les bacs ont des soudures "frangibles" sur le haut des bacs. Le site présente un mur coupe feu entre l'ancienne partie et l'extension uniquement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Vu lors de l'inspection : - le contrôle du dispositif de rétention : vérification du bac de rétention de l'émulsionneur, des bacs de rétention et bac rétention des condensats - contrôle fait en interne - dernier fait le 24/02/22. - bulletin de contrôle interne du bassin de rétention - contrôle fait le 07/07/2021 - vérification des vannes, étanchéité de la vanne, contrôle visuel de la bâche de rétention. Fréquence : annuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Rétentions et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2016, article 8.4.2.V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions et confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,</li><li>— du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li><li>— du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe,</li></ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<b>Constats :</b> Le volume de rétention en place est de 420 m3. Calcul à produire (cf. DDC précédente).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet